

ASSEMBLÉE NATIONALE
21 mai 2024

RÉFORME DE L’AUDIOVISUEL PUBLIC ET SOUVERAINETÉ AUDIOVISUELLE - (N° 2621)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 289

présenté par
M. Margueritte, M. Ledoux, M. Bordat, M. Giraud, M. Bernaert et M. Vuibert

AVANT L'ARTICLE 10

À la fin de l’intitulé du chapitre II, substituer aux mots :

« la souveraineté audiovisuelle de la France »

les mots :

« notre souveraineté audiovisuelle ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement propose de rétablir l’article 12 de la Proposition de loi Lafon dans sa version adoptée au Sénat.

Il autorise l’Arcom à agréer une modification de contrôle d’une société détenant une autorisation TNT, à partir d’un délai de deux ans après la délivrance de l’autorisation (au lieu de cinq ans actuellement). L’article prévoit également que l’Arcom peut donner son agrément sans contrainte de délai, lorsque la modification du contrôle ne porte pas atteinte à certains objectifs complémentaires d’intérêt public.

Le délai d’interdiction de cession de 5 ans empêche aujourd’hui les acteurs audiovisuels français de mener des projets industriels pour faire face à la concurrence des plateformes étrangères et à la transformation rapide du paysage audiovisuel. Il est d’autant plus problématique que 2023 a marqué le début d’une nouvelle vague d’appels à candidature sur la ressource hertzienne pour des chaînes de télévisions, qui se tiendront successivement en 2025 puis en 2027, bloquant ainsi jusqu’à 2032 tout projet de consolidation des groupes audiovisuels se portant à nouveau candidats pour ces fréquences.

Le présent amendement redonne un plein pouvoir d'appréciation à l'Arcom pour agréer une modification de contrôle, si elle estime que les conditions fixées par la loi et la jurisprudence du Conseil d'État en la matière sont satisfaites.

Enfin, le 2° du I de cet article autorise l'Arcom à modifier les conventions des chaînes en cours d'exécution afin de tenir compte de l'évolution très rapide de leur écosystème. Cette souplesse est indispensable pour préserver l'attractivité du média télévision face à la concurrence des plateformes.